

COLOMBIE

République de Colombie

CAPITALE : Bogotá

SUPERFICIE : 1 141 568 km²

POPULATION : 36 200 000 habitants

CHEF DE L'ÉTAT et du GOUVERNEMENT : Andrés Pastrana Arango

LANGUE OFFICIELLE : espagnol

PEINE DE MORT : abolie

COLOMBIE

Le conflit armé qui déchire le pays depuis des décennies s'est accentué et les atteintes graves aux droits humains se sont multipliées. L'intensification des opérations menées par les parties belligérantes dans l'ensemble du pays s'est traduite par de multiples atteintes aux droits humains et infractions au droit international humanitaire. Les victimes de violences à caractère politique continuaient d'être essentiellement des civils, notamment des dirigeants associatifs, vivant dans les zones où les forces gouvernementales et leurs alliés paramilitaires s'opposent aux groupes armés d'opposition. Syndicalistes, militants politiques, défenseurs des droits sociaux, universitaires, défenseurs des droits humains, représentants de l'appareil judiciaire, membres du clergé, religieuses, assistants paroissiaux et journalistes figuraient parmi les catégories les plus exposées. Plus de 3500 personnes ont été victimes de violences à caractère politique, de très nombreux cas de « disparition » ont été constatés et le nombre d'individus contraints à fuir leur foyer était estimé à 250 000. Un millier de personnes au moins ont été enlevées par des groupes armés d'opposition ou des organisations paramilitaires et détenues à des fins de rançon ou pour des raisons politiques. Les enlèvements collectifs de civils par des formations de l'opposition armée se sont accrus. Les sévices, souvent accompagnés de mutilations, demeuraient monnaie courante car les groupes paramilitaires, entre autres, torturaient souvent leurs victimes avant de les exécuter. Des enfants ont souffert de graves atteintes à leurs droits, pour l'essentiel dans le cadre du conflit armé. Des meurtres évoquant la manière d'opérer des escadrons de la mort continuaient d'être recensés dans les zones urbaines. De nouveaux éléments ont prouvé l'existence d'une collusion entre forces armées régulières et groupes paramilitaires opérant hors du cadre de la loi. Certaines informations judiciaires ont bien progressé, mais l'impunité demeurerait la règle dans les cas d'atteintes aux droits de l'être humain. Le gouvernement a opposé son veto à un projet de loi destiné à renforcer la conformité de la législation nationale aux normes internationales.

Contexte

À l'occasion d'une vague de manifestations sans précédent, des millions de citoyens ont défilé pacifiquement dans l'ensemble du pays pour réclamer la fin de la violence politique et des atteintes aux droits humains. Toutefois, malgré les progrès réalisés dans le cadre du processus de paix, aucun cessez-le-feu n'a été conclu et le conflit armé a continué de s'intensifier et de s'étendre à de nouvelles parties du territoire. Parmi les régions les plus touchées figuraient les départements septentrionaux du Norte de Santander, d'Antioquia et de Córdoba ; le sud du département de Bolívar, dans le centre du pays, et les départements du Valle del Cauca et du Putumayo au sud. Le conflit a continué de donner lieu à des atteintes aux droits humains et à des violations systématiques et flagrantes du droit international humanitaire. Le *Defensor del Pueblo* (médiateur) national a recensé 402 massacres de civils en 1999, soit une hausse significative par rapport à l'année précédente. Si toutes les parties au conflit se sont rendues responsables de graves atteintes aux droits de la personne humaine, notamment de

Processus de paix

Les préparatifs des pourparlers de paix entre les autorités et les deux principaux groupes armés d'opposition, les *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* (FARC, Forces armées révolutionnaires colombiennes) et l'*Ejército de Liberación Nacional* (ELN, Armée de libération nationale), avaient avancé. Un troisième mouvement, l'*Ejército Popular de Liberación* (EPL, Armée populaire de libération), s'est également déclaré prêt à négocier avec le gouvernement. Ce dernier a prolongé la mesure de démilitarisation temporaire de cinq municipalités des départements du Caquetá et du Meta, qui sont restées sous le contrôle de fait des FARC. Les négociations officielles entre les FARC et les autorités, prévues pour janvier, n'ont finalement débuté qu'en octobre, mais aucun progrès substantiel n'avait été accompli à la fin de l'année. Les tensions entre gouvernement et forces armées au sujet de la conduite des pourparlers n'ont cessé de s'exacerber pour culminer en juin avec la démission du ministre de la Défense et de 17 généraux de l'armée (lesquels sont, par la suite, revenus sur leur décision). Une série de contacts entre représentants du gouvernement et de l'ELN dans la deuxième partie de l'année a fait naître l'espoir d'une reprise du processus de paix, longtemps resté au point mort. Toutefois, à la fin de l'année 1999, les parties n'étaient pas parvenues à s'entendre sur les conditions préalables à l'engagement du dialogue.

La sécurité des personnes œuvrant en faveur de la paix continuait d'être fortement compromise : des « listes noires » comportant les noms connus de militants pour la paix et de défenseurs des droits humains ont circulé au mois de septembre. Plusieurs d'entre eux ont été tués.

✓ Des manifestations de masse ont suivi l'assassinat au mois d'août de l'humoriste politique Jaime Garzón Forero, qui était membre d'une commission nommée par le gouvernement pour relancer le processus de paix engagé avec l'ELN. Peu avant sa mort, l'humoriste avait confié à des amis qu'il avait été menacé par des officiers supérieurs des forces armées et paramilitaires. À la fin de l'année, les enquêtes n'avaient pas permis d'identifier les responsables de ce meurtre.

Groupes paramilitaires

Les groupes paramilitaires se sont distingués par une série d'atrocités perpétrées contre la population civile à l'occasion d'offensives militaires destinées à accroître leur contrôle sur le territoire. Ils justifiaient généralement leurs attaques contre des civils non combattants en accusant ceux-ci d'être des « *guerrilleros en civil* ». Ces opérations se sont poursuivies tout au long de l'année, les forces paramilitaires ayant ouvert de nouveaux fronts dans les départements du Valle del Cauca, du Casanare et du Norte de Santander. Les mouvements de guérilla ont répliqué en s'en prenant à des civils accusés de collaborer avec les groupes paramilitaires. Les réactions des autorités aux nombreuses atrocités commises par ces derniers étaient rares, sinon inexistantes. Le gouvernement a eu beau réitérer sa promesse de créer, au sein de l'armée, une unité spéciale chargée de combattre les forces paramilitaires, aucune unité de cette nature n'a été déployée et les groupes paramilitaires ont continué d'opérer en toute impunité dans l'ensemble du pays.

✓ Plus de 150 civils ont trouvé la mort au mois de janvier, quand des unités rattachées aux *Autodefensas Unidas de Colombia* (AUC, Milices d'autodéfense unies de Colombie), coalition nationale de groupes paramilitaires, ont opéré des descentes dans les localités de plusieurs régions, torturant et abattant des personnes soupçonnées de collaborer avec la guérilla, s'emparant des troupeaux, brûlant des villages entiers et déplaçant leurs habitants. 4 Près de 200 civils ont péri entre mai et septembre, dans le cadre de l'offensive lancée par des groupes paramilitaires des AUC dans la région de Catatumbo, dans le département du Norte de Santander, à la frontière entre la Colombie et le Vénézuéla. En cherchant à s'emparer d'une zone contrôlée par l'ELN, les FARC et l'EPL, les membres des AUC se sont livrés à des massacres de civils dans les localités de La Gabarra et de Tibú ainsi que dans la capitale du département, Cúcuta, et les communautés avoisinantes.

ou de collaborateurs de la guérilla. Selon le médiateur, l'armée colombienne était à l'origine de cinq massacres de civils au cours des neuf premiers mois de l'année.

De nouveaux éléments sont venus corroborer l'hypothèse d'un soutien actif ou tacite des forces armées aux groupes paramilitaires illégaux.

✓ Après les massacres de civils perpétrés par des groupes paramilitaires dans la région de Catatumbo (département du Norte de Santander), le commandant régional des forces armées et deux hauts responsables régionaux de la police ont été démis de leurs fonctions. Les premières enquêtes indiquaient que le commandant de la police de Tibú avait apporté un soutien logistique aux groupes paramilitaires. En août, le général Alberto Bravo Silva, chef de la 5e brigade, a été relevé de son commandement par le ministre de la Défense, puis destitué trois jours plus tard par le président Andrés Pastrana Arango, pour avoir failli à son devoir de protéger les civils du Norte de Santander contre les attaques des groupes paramilitaires.

Les instructions par lesquelles le gouvernement enjoignait aux forces armées de combattre les groupes paramilitaires sont, en règle générale, restées lettre morte, et aucune mesure n'a été prise contre les dirigeants nationaux de ces formations. Fait exceptionnel, l'armée a néanmoins annoncé en juin avoir tué le dirigeant d'une organisation paramilitaire, Pedro González Velásquez, auquel était imputée, dans le cadre de plusieurs enquêtes judiciaires, la responsabilité d'un certain nombre de massacres.

Opposition armée

Les groupes armés d'opposition se sont rendus responsables de graves violations du droit international humanitaire, dont des homicides délibérés et arbitraires, des prises d'otages et des attaques menées sans discrimination contre des objectifs militaires, faisant des morts dans la population civile. Le nombre de civils enlevés par des groupes armés d'opposition au cours de l'année 1999 était estimé à plus de 800.

✓ En avril, l'ELN a détourné un vol commercial intérieur, prenant en otages les passagers et les membres de l'équipage. Plusieurs passagers ont été libérés dans les jours qui ont suivi, et d'autres l'ont été ultérieurement mais 14 personnes demeuraient retenues en otages à la fin de l'année. Un passager a succombé à une crise cardiaque durant sa détention.

✓ En mai, l'ELN a enlevé quelque 180 fidèles qui assistaient à la messe dans une église catholique située à Cali dans le département du Valle del Cauca. Les ravisseurs ont abattu le garde du corps d'un des paroissiens, avant d'emmener leurs otages dans les montagnes voisines à bord de véhicules. Dans les heures qui ont suivi, ils ont libéré 80 personnes, pour la plupart des femmes et des enfants, et ils en ont relâché d'autres au cours des mois suivants. Les proches des paroissiens kidnappés ont rapporté avoir été contraints à verser des rançons. Tous les otages avaient été remis en liberté à la fin de l'année.

✓ En août, l'EPL a enlevé l'évêque du diocèse de Tibú, Mgr José de Jesús Quintero, et exigé qu'une commission internationale de vérification visite la région de Catatumbo pour rendre compte des violations des droits humains perpétrées contre la population civile. Mgr Quintero a été libéré sain et sauf à la mi-septembre.

Des informations concordantes faisaient état de graves infractions au droit international humanitaire commises par les FARC dans la zone démilitarisée.

✓ Les FARC ont exécuté sommairement au moins six personnes qu'elles accusaient d'être des agents infiltrés de l'armée. On ignorait toujours où se trouvaient 12 autres personnes, détenues illégalement par les FARC dans la zone démilitarisée.

✓ Les FARC ont également reconnu leur responsabilité dans le massacre, en mai, de 13 membres d'une communauté gnostique dans la municipalité de Puerto Rico (département du Caquetá).

Des enfants, âgés parfois de treize ans seulement, étaient régulièrement enrôlés au sein des FARC, en violation des normes internationales. En juillet, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a rapporté que plus de 6000 enfants combattaient dans les rangs des groupes armés d'opposition ou des forces paramilitaires.

déplacements participaient d'une stratégie délibérément utilisée par les forces paramilitaires pour évacuer les populations civiles des zones d'influence de la guérilla. Les communautés déplacées qui sont revenues sur leurs terres et se sont déclarées « *comunidades pacíficas* » continuaient d'être attaquées par les forces paramilitaires et les groupes armés d'opposition. Le gouvernement a manqué à l'engagement qu'il avait pris de garantir la sécurité de ces communautés dans la région ainsi que dans d'autres zones où des personnes déplacées ont tenté de revenir.

Défenseurs des droits humains

Les défenseurs des droits humains continuaient de faire l'objet d'actes de harcèlement, de manœuvres d'intimidation et de violences physiques. Le gouvernement a pris quelques mesures visant à renforcer la protection de ces militants, persécutés en permanence et, en septembre, le président Pastrana a publié une directive reconnaissant la légitimité de leur travail. Malgré ces mesures, ils ont continué d'être victimes d'agressions tout au long de l'année 1999, et rares ont été les responsables identifiés et contraints à rendre compte de leurs actes.

✓ Deux membres du *Comité de Solidaridad con los Presos Políticos* (CSPP, Comité de solidarité avec les prisonniers politiques), Everardo de Jesús Puerta et Julio Ernesto González, ont été tués en janvier. Deux hommes puissamment armés et une femme ont arrêté le car dans lequel ils se trouvaient, les ont désignés parmi les autres passagers et les ont abattus. Après ce double meurtre, le CSPP a fermé tous ses bureaux.

✓ Quatre membres de l'*Instituto Popular de Capacitación* (IPC, Institut populaire de formation), dont le directeur Jairo Bedoya, ont été enlevés alors qu'ils se trouvaient dans les locaux de l'Institut à Medellín (département d'Antioquia). Le dirigeant des AUC, Carlos Castaño Gil, a déclaré que son organisation les détenait en tant que « *prisonniers de guerre* », et qu'elle « *purgerait* » les groupes de défense des droits fondamentaux des « *auxiliaires de la guérilla* ». Au terme d'une intense campagne de pressions, menée à l'échelle nationale et internationale, les quatre militants ont été libérés en février.

✓ Trois militants écologistes américains – Ingrid Washinawatok, Lahe'ena Gay et Terence Freitas – qui participaient à une campagne internationale de soutien à la communauté indigène u'wa, dans le nord-est du pays, ont été enlevés par un groupe de combattants des FARC le 25 février. Leurs corps ont été retrouvés le 4 mars de l'autre côté de la frontière, au Venezuela, ligotés et les yeux bandés. Ils avaient été abattus d'une balle dans la tête. Les FARC ont d'abord démenti toute responsabilité dans cette affaire, mais une enquête interne a permis d'identifier un groupe de combattants des FARC comme les auteurs du triple meurtre. Un mandat d'arrêt a été décerné par les autorités judiciaires à l'encontre du commandant régional des FARC, soupçonné d'avoir ordonné le meurtre des trois ressortissants américains. Toutefois, le groupe de guérilla a refusé de le livrer à la justice nationale. En octobre, des responsables des FARC ont informé une délégation d'Amnesty International que des procédures disciplinaires avaient été engagées en interne, qu'elles en étaient au stade préliminaire et que trois membres de leur organisation seraient traduits devant un *Consejo revolucionario de guerra* (Conseil de guerre révolutionnaire).

« Nettoyage social »

Les escadrons de la mort, soutenus par la police et les milices urbaines liées à des groupes armés d'opposition ont continué d'éliminer ceux qu'ils qualifient de « *déchets de la société* », à savoir les homosexuels, les prostituées, les petits délinquants, les trafiquants de drogue et les mendiants.

✓ Au mois de juin, une association regroupant plus de 300 prostituées a écrit au médiateur pour l'informer que 19 d'entre elles auraient été assassinées sur une période de trois mois à Bogotá par un escadron de la mort qui s'est appelé *Ciudad Limpia* (Ville propre). Elle a également signalé que régulièrement la police nationale procédait à des arrestations arbitraires et maltraitait les détenues.

d'organisations paramilitaires présumés responsables d'atteintes généralisées aux droits humains. En octobre, les autorités judiciaires ont déclaré que plus de 300 mandats d'arrêt avaient été délivrés contre des membres de groupes paramilitaires. En revanche, le bureau du *Fiscal General de la Nación* (autorité indépendante qui chapeaute le pouvoir judiciaire) pouvait se prévaloir de certaines avancées dans plusieurs affaires qui avaient fait grand bruit.

✓ Des mandats d'arrêt ont été décernés à l'encontre de Carlos Castaño Gil, chef des AUC, accusé de l'enlèvement des quatre membres de l'IPC et de Piedad Córdoba de Castro, membre du Sénat ; du massacre de 18 civils à Puerto Alvira (département du Meta) en mai 1998 ; du meurtre en 1990 de Carlos Pizarro León Gómez, dirigeant du *Movimiento 19 de Abril* (M-19, Mouvement du 19 avril), groupe d'opposition récemment démobilisé ; de l'enlèvement du frère et de la sœur d'un commandant de l'ELN en avril 1997 et du massacre de 20 civils à El Aro, dans la municipalité d'Ituango, en octobre 1997. Toutefois, malgré ces mandats d'arrêt et d'autres ordres de même nature émis préalablement, les forces armées n'ont manifesté aucun empressement à appréhender Carlos Castaño Gil ni d'autres dirigeants de formations paramilitaires.

✓ Le colonel Bernardo Ruiz Silva, ancien commandant de la brigade de renseignements de l'armée colombienne, a été arrêté au mois d'avril et formellement inculpé pour son rôle présumé dans le meurtre d'Alvaro Gómez Hurtado, membre éminent du Parti conservateur assassiné en novembre 1995.

✓ Le général Jaime Humberto Uscátegui a été interpellé en mai et mis en cause pour n'avoir pas su empêcher le massacre d'une trentaine de civils perpétré en juillet 1997 par des forces paramilitaires dans le village de Mapiripán (département du Meta), alors qu'il commandait la 7^e brigade. En août, l'affaire a été transmise aux autorités judiciaires militaires, au mépris d'un jugement rendu en 1997 par la Cour constitutionnelle, qui avait décidé que les atteintes graves aux droits humains ne relevaient pas de la justice militaire. En novembre, un juge militaire a ordonné la mise en liberté provisoire du général Uscátegui, qui a néanmoins été démis de ses fonctions en novembre, au terme d'une instruction disciplinaire ouverte par le *Procurador General de la Nación* (procureur général, à la tête du ministère public), pour n'avoir pas porté secours à une commission judiciaire attaquée par des forces paramilitaires à San Carlos de Guaroa, en 1997 ; 13 membres de la commission avaient trouvé la mort au cours de cette opération.

Législation

Au mois de juin, le système de justice régionale – également connu sous le nom de « *justice sans visage* », en raison de l'anonymat des juges – a été restructuré et appelé système de *Justicia especializada* (justice spécialisée). Cette restructuration a pris en compte certains des graves motifs de préoccupation exprimés à maintes reprises par les Nations unies et d'autres organisations internationales au sujet du système de justice régionale. Toutefois, le Bureau du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme en Colombie a déclaré que le nouveau système de justice spécialisée restait en deçà des normes internationales.

Un projet de loi portant révision du Code de justice militaire prévoyait des amendements considérables qui consistaient notamment à habilitier les civils à engager des poursuites devant la justice militaire et à interdire à des officiers de siéger en tant que juges dans des affaires impliquant leurs subordonnés. Toutefois, le nouveau texte de loi ne restreignait pas la compétence des juridictions militaires aux crimes directement liés à des « *actes commis en service commandé* » tels que définis par la Cour constitutionnelle, pas plus qu'il n'empêchait l'accusé d'invoquer pour sa défense le « *devoir d'obéissance* ». En outre, il ne devait pas entrer en vigueur avant au moins douze mois.

Un projet de loi visant à criminaliser les disparitions forcées, le génocide et les déplacements forcés de populations a été adopté par le Congrès au mois de novembre. En décembre, toutefois, le président Pastrana lui a opposé son veto, arguant de son caractère « *inopportun et anticonstitutionnel* ».

Visites d'Amnesty International

Des délégués d'Amnesty International se sont rendus en Colombie à deux reprises. À l'occasion d'un entretien avec le vice-président, en octobre, ils ont une fois de plus demandé au gouvernement de mettre un terme aux violations des droits humains.

Traités ratifiés ou signés en 1999

Convention interaméricaine pour la prévention et la répression de la torture. u

Pour en savoir plus

Colombie. « Maintenant, ça suffit ! » *La répression contre les défenseurs des droits humains* (index AI : AMR 23/16/99).

Colombie. *Barrancabermeja, ville assiégée* (index AI : AMR 23/36/99).